



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Unité départementale de la Mayenne
Division territoriale des risques technologiques

Nos réf.: AUTO-IMAYE-LAVAL-2018_RAP

Vos réf. :

Affaire suivie par : Bruno BLANGERO

bruno.blangero@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 43 67 88 76 – Fax : 02 43 53 76 41

Courriel : ut-laval.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

Nantes, le 16 FEV. 2018

La directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

à

Monsieur le Préfet de la Mayenne
Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières

Objet: Installations classées pour la protection de l'environnement
Société IMAYE GRAPHIC à Laval
Demande d'autorisation d'extension et de régularisation

Je vous prie de trouver ci-joint, en vue de leur présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologique, un rapport de l'inspection des installations classées et un projet d'arrêté concernant l'affaire citée en objet.

Pour la directrice et par délégation,

L'Adjoint à la Chef du Service
Risques Naturels et Technologiques

Christophe HENNEBELLE

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h30
Tél. : 02 43 67 88 76 – Fax : 02 43 53 76 41
Cité administrative – rue Mac Donald – BP 73875
53030 LAVAL Cédex 9



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MAYENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire

Nantes, le 16 FEV. 2018

Unité départementale de la Mayenne
Division territoriale des risques technologiques

Nos réf.: AVCLA-IMAYE-LAVAL-2018_RAP

Vos réf. :

Affaire suivie par : Bruno BLANGERO

bruno.blangero@developpement-durable.gouv.fr

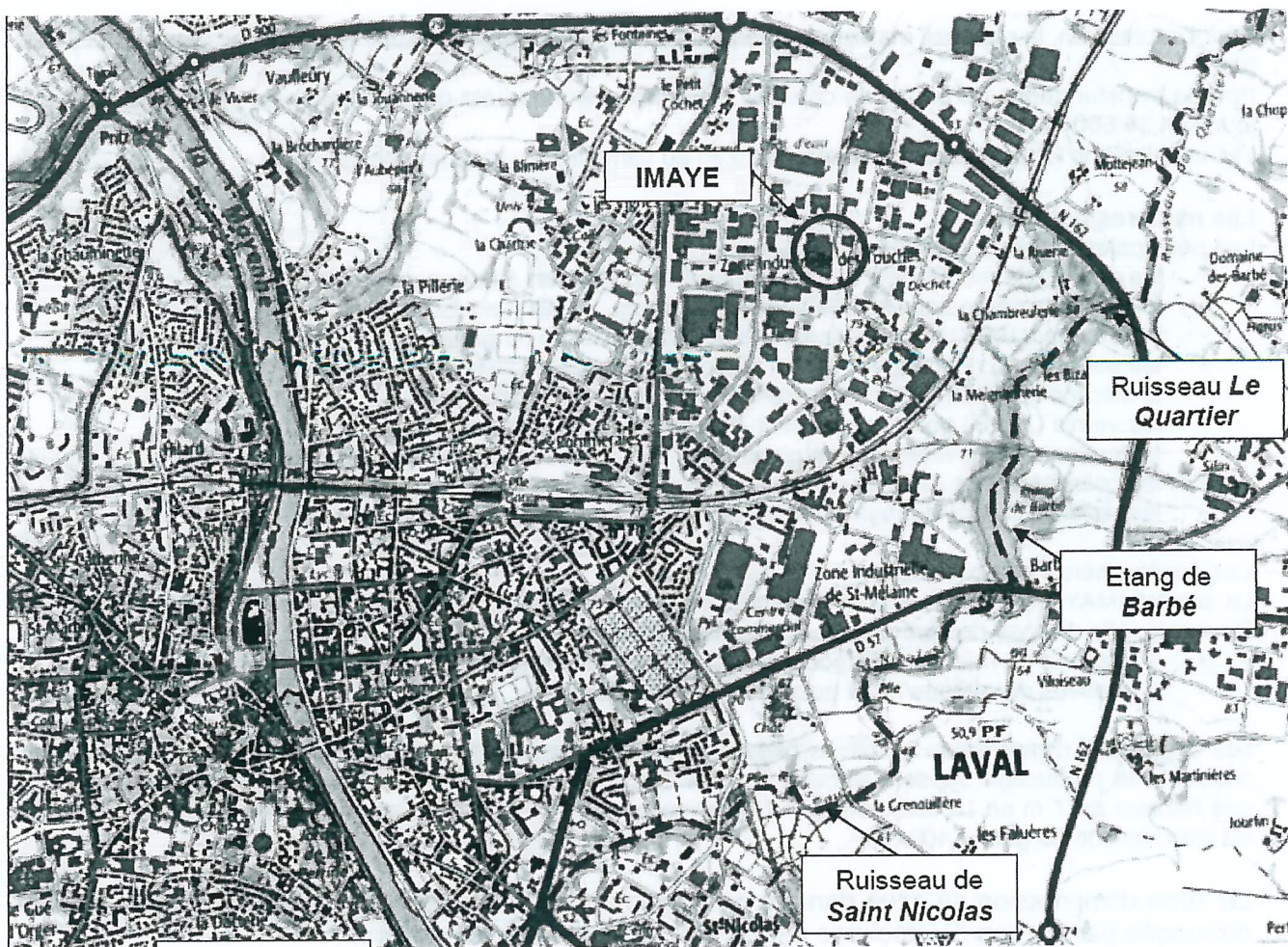
Tél. 02 43 67 88 76 – Fax : 02 43 53 76 41

Courriel : ut-laval.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Société : IMAYE graphic Commune : LAVAL	
Date du dépôt du dossier de demande par l'exploitant : 10 juin 2016, complété le 20 janvier 2017	
Portée de la demande : <input type="checkbox"/> Nouveau projet (établissement nouveau) <input checked="" type="checkbox"/> Extension <input checked="" type="checkbox"/> Régularisation	
Situation de l'établissement : <input type="checkbox"/> En construction <input checked="" type="checkbox"/> En fonctionnement	
Régime actuel de l'établissement (si en fonctionnement) : <input type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> DC / D <input type="checkbox"/> Non classé Priorités d'actions : <input type="checkbox"/> Établissement prioritaire national (EPN) <input type="checkbox"/> Établissement à suivi renforcé régional (ESR) <input type="checkbox"/> Autre	Régime futur de l'établissement : <input type="checkbox"/> Seveso SH <input checked="" type="checkbox"/> A, et en particulier : <input checked="" type="checkbox"/> IED <input type="checkbox"/> Seveso SB

La société IMAYE GRAPHIC exploite une imprimerie à Laval sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2008-P-1018 du 5 août 2008, modifié par l'arrêté du n° 2011307-0010 du 3 novembre 2011.



1. Présentation synthétique du dossier du demandeur

1.1 Le projet et ses caractéristiques

Le projet est porté par la société IMAYE graphic, pour son site de Laval. Son siège social est situé à Laval. La société IMAYE GRAPHIC fait partie du groupe AGIR GRAPHIC spécialisé dans l'impression principalement de brochures et de magazines.

Le site d'IMAYE GRAPHIC à Laval est dédié à l'impression grand tirage de documents papiers, (brochures et magazines) ; il est équipé de rotatives offset haute vitesse à sécheurs thermiques, permettant d'imprimer des documents de 16, 32 et 64 pages.

Le site d'IMAYE GRAPHIC à Laval emploie 149 personnes auxquelles il faut ajouter 31 personnes de la société holding PROJEVIA qui sont présentes sur ce même site.

Au moment de la demande, le projet consistait à installer une nouvelle rotative à la place d'une ancienne ; le nombre de rotatives en production ne changeait donc pas. (5 rotatives)

La nouvelle rotative est une MAN qui consomme 5,6 t/h de papier pour une consommation globale d'encre de 80 kg/h pour produire des brochures de 64 pages ; elle remplace une rotative de marque KBA, qui consommait 3,7 t/h de papier pour une consommation globale d'encre de 55 kg/h pour produire des brochures de 32 pages.

Depuis le moment de la demande le projet a évolué ; la nouvelle rotative de type MAN a été installée. Parallèlement deux rotatives de type KBA ont cessé leur activité, l'une a été démantelée et l'autre va l'être. Il ne reste plus sur le site que 3 rotatives, 2 de type MAN et une de type KBA.

Pour l'impression, la capacité maximale théorique est de 700 tonnes de papier imprimé par jour, soit 210 000 t/an.

Pour la transformation du papier, la capacité maximale théorique est de 115 tonnes de papier découpé par jour, soit 34 500 t/an.

Les installations fonctionneront du dimanche 23h au samedi 19h. (rythme actuel)

Les matières premières

Les principales matières premières utilisées sont :

- les additifs de mouillage, (91 t/an actuellement, 110 t/an à l'issue du projet)
- les bobines de papier, (68 000 t/an actuellement, 82 000 t/an à l'issue du projet)
- les encres, (1069 t/an actuellement, 1300 t/an à l'issue du projet)
- les solvants de nettoyage, (42 t/an actuellement, 50 t/an à l'issue du projet)
- le silicone liquide, (61 t/an actuellement, 73 t/an à l'issue du projet)
- les vernis UV, (31 t/an actuellement, 31 t/an à l'issue du projet)
- les produits de développement plaques, (7 t/an actuellement, 9 t/an à l'issue du projet)
- les colles, (15 t/an à l'issue du projet)
- les produits de développement des plaques, (9 t/an à l'issue du projet)

Les équipements de production

La société IMAYE GRAPHIC a pour activité principale la production de magazines et de documents papier.

Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- 1 rotatives de marque KBA pour brochures de 16 et 32 pages et application de vernis
- 2 rotatives de marque MAN pour brochures de 64 pages

Les 3 groupes d'impression (rotatives offset à séchage thermique) sont disposés en parallèle au sein du bâtiment de production. Ils sont alimentés par le stockage de papier où les bobines sont entreposées sur une hauteur de 7 m en 13 flots pour un volume maximal de 8 800 m³. Le papier a un grammage moyen de 83 g/m², soit de 29 g/m² à 400 g/m².

La zone d'impression se situe dans le prolongement de la zone de stockage du papier ; elle est prolongée par la zone de stockage des produits en attente d'expédition.

Les principaux équipements connexes

- Un incinérateur dédié à la rotative de marque KBA fonctionnant au gaz naturel à une température comprise entre 900 et 1000 °C.
- Des installations de distribution automatique d'encre et de solvant de nettoyage.
- Une réserve de liquide de mouillage avec distribution automatique.
- Des plieuses avec aspiration pneumatique des rognés et poussières de papier à la source associées à des compacteurs et un dépoussiéreur, (filtre à manches)
- Des tronçonneuses de bobine et une coupeuse de bobine.
- 3 transformateurs à huile de 2 000 kVA chacun.
- 2 aéroréfrigérants secs avec échangeurs à plaques et 7 groupes frigorifiques alimentant en eau glacée les équipements de production.
- 2 chaudières de 337 kW chacune pour le chauffage et la production d'eau chaude, avec un échangeur thermique qui récupère la chaleur de l'incinérateur.
- 5 compresseurs pour une puissance totale de 385 kW pour alimenter le site en air comprimé.
- Des dispositifs de charge des accumulateurs des transpalettes pour une puissance totale de 13 kW.

1.2 Le site d'implantation et ses caractéristiques

L'établissement se trouve sur la commune de Laval dans la zone industrielle des Touches, répertoriée comme telle dans le plan local d'urbanisme (zone UE du PLU).

Cette zone est desservie directement par la rocade de Laval.

La surface du site est de 29 299 m², dont :

- 11 176 m² de surface pour les bâtiments de production,
- 4 408 m² pour les bureaux,

L'établissement se trouve sur la commune de Laval dans la zone industrielle des Touches, répertoriée comme telle dans le plan local d'urbanisme (zone UE du PLU). Cette zone est desservie directement par la rocade de Laval.

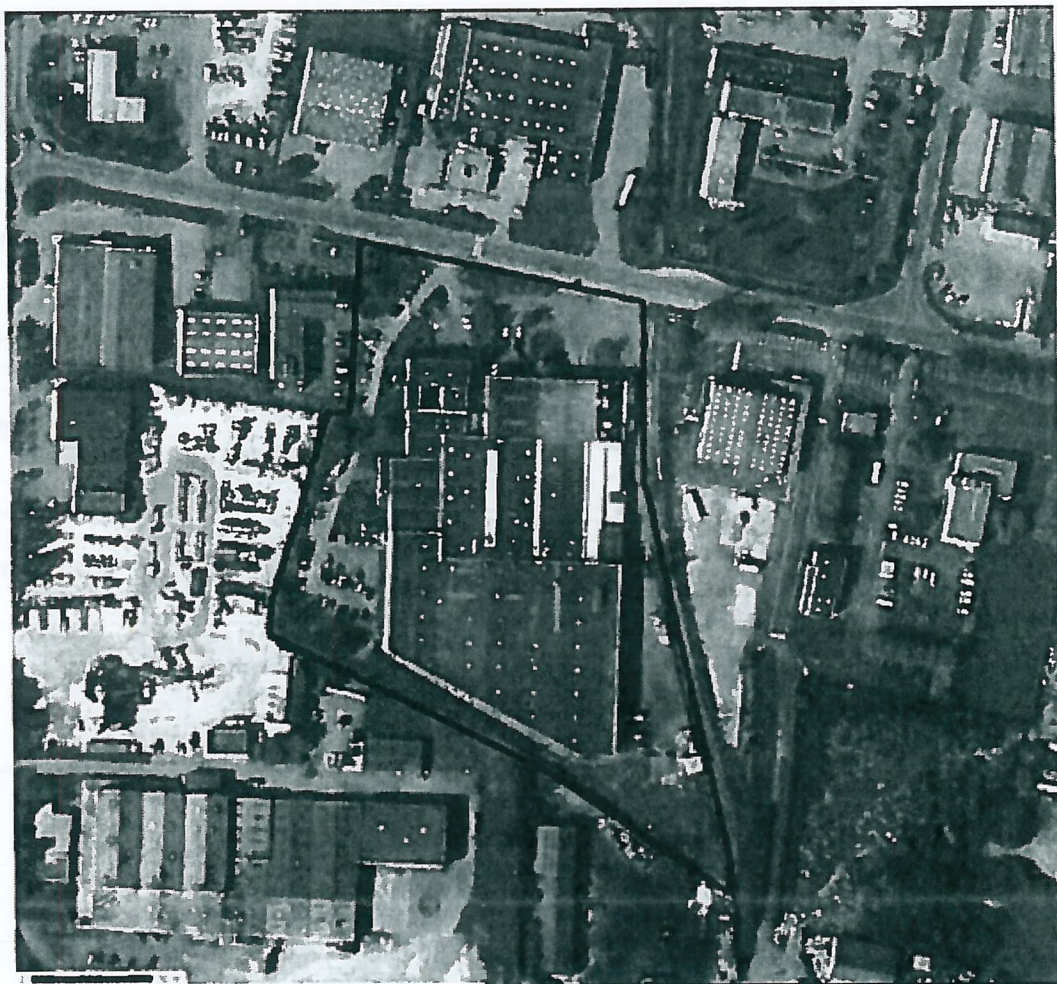
La surface du site est de 29 299 m², dont :

- 11 176 m² de surface pour les bâtiments de production,
- 4 408 m² pour les bureaux,
- 8 400 m² pour les voies de circulation et les parkings (recouverts d'enrobés),
- 7 554 m² pour les espaces verts,
- 846 m² pour le bassin de confinement des eaux polluées (eaux d'extinction d'un incendie, déversement accidentel ...)

Le site est entouré d'installations industrielles ou de services ou d'établissements commerciaux, (ETIC GRAPHIC, EDF, EIFFAGE, SEF, REXEL, PASSENAUD, FORGET Formation, POINT P, FRANCE TELECOM,...). Le foirail est situé à 200 m des bâtiments d'IMAYE GRAPHIC.

Les premières habitations, un groupe d'environ 5 maisons, se situent à 150 m des bâtiments de l'exploitant.

Le site est situé à 2,5 km de la ZNIEFF la plus proche, (la ZNIEFF de type 1, carrières et fours à chaux de Louverné), et à 12 km de la zone NATURA 2000 la plus proche, (bocage de Montsurs à la forêt de Sille-le-Guillaume).



2. Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

L'établissement n'est pas classé « seveso ».

En revanche il relève de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED », pour la rubrique 3670 qui vise les rotatives offset à séchage thermique.

L'augmentation de capacité de consommation de solvants du site, (capacité demandée de 500 t/an contre 240 t/an initialement autorisée), consécutive au remplacement d'une rotative KBA par une MAN plus productive, (qui s'ajoute à celle déjà présente sur le site), même en prenant en compte l'arrêt de deux rotatives KBA, (il n'en reste plus qu'une seule sur le site), conduit à une augmentation des grandeurs caractéristiques des rubriques 3670, 2450 et 2445 et justifie à elle seule la procédure de demande d'autorisation d'extension de l'établissement qui ne compte plus que 3 rotatives en exploitation.

De plus, l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 précise que pour les imprimeries offset de la taille de celle d'IMAYE GRAPHIC, une augmentation de plus de 200 t/an de la capacité de consommation de solvants constitue une modification substantielle entraînant une nouvelle procédure d'autorisation. Cependant l'exploitant n'augmente pas significativement ses émissions de composés organiques volatils (COV) qui restent stables à 47 527 kg. (48 t, 52 t et 32 t pour respectivement 2014, 2015 et 2016).

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	RA	A
3670	Traitement de surfaces de matières, d'objets, ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression ..., avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg/h ou à 200 t/an.	Consommation maximale horaire de solvants : 110 kg/h Consommation maximale annuelle de solvants : 500 t/an	A	3 km	(a)(c)
2450-1	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support ... utilisant une forme imprimante 1. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique	Impression offset utilisant 5 rotatives à séchage thermique 700 t/j et 210000 t/an de papier imprimé.	A	2 km	(b)(c)
2445-1	Transformation du papier, carton La capacité de production étant : 1. supérieure à 20 t/j	115 t/j et 34500 t/an de papier découpé.	A	1 km	(a)(c)
1530	Dépôt de bois, papier, carton. Le volume maximal stocké étant supérieur à 1000 m³ et inférieur ou égal à 20000 m³.	Le volume maximal stocké étant de 8800 m³ en bobines + 350 m³ de produits finis.	D		(b)
2564-A-2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques A – Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques 2. Le volume équivalent des cuves de traitement étant supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l.	Volume total des cuves : 520 litres de solvants organiques	D		(b)
4802-2-a	Gaz à effets de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (CE) n° 517/2014 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 2- Emploi dans des équipements clos en	La quantité totale de gaz à effet de serre fluoré présente est de 495 kg.	D		(a)(b)

*

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
 - (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
 - (c) Installations dont l'extension est exploitée sans l'autorisation requise
 - (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
 - (e) Installations dont l'exploitation a cessé
- La portée de la demande concerne les installations repérées (c).

Bien que la capacité de consommation des solvants des installations soit de 530 t/an, la consommation maximale de solvants pour laquelle l'autorisation est demandée est de 500 t/an ; l'étude d'impact a été rédigée sur une base de 542 t/an.

L'exploitant déclare comme rubrique principale, la rubrique 3670 relative à l'impression offset.
L'exploitant a procédé à l'arrêt de ses 2 tours aéroréfrigérantes. (rubrique 2921)

3. Prévention des risques chroniques et des nuisances

En matière de risques chroniques, les enjeux principaux de l'étude d'impact concernent les rejets atmosphériques.

3.1 Prévention des rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques de l'usine sont pour l'essentiel de deux types, d'une part les composés organiques volatils et d'autre part les poussières.

Les composés organiques volatils (COV)

L'exploitant établit chaque année un plan de gestion des solvants (PGS) qui lui permet de déterminer ses émissions totales de composés organiques volatils.

Il prévoit également d'avoir recours à un schéma de maîtrise des émissions.

Les composés organiques volatils émis par les installations proviennent :

- des produits de nettoyage (20,6 t de COV consommés en 2015); ils sont utilisés notamment lors du nettoyage automatique des groupes d'impression par exemple à chaque changement de teinte ;
- des encres ; (406 t de COV consommés en 2015)
- des additifs de mouillage (19 t de COV consommées en 2015) ; les COV sont libérés soit au niveau de la piscine de mouillage dans l'atelier, soit dans le sécheur des rotatives ;
- des révélateurs pour le développement des plaques, (120 kg en 2015).

Aucun des produits utilisés n'est concerné par l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998.

De plus les fiches de données de sécurité des produits utilisés ne contiennent pas les mentions R45, R46, R49, R60 ou R61, (H340, H350, H350i, H360D ou H360F), qui sont attribuées aux produits classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en raison de leur teneur en COV.

La rotative de marque KBA est connectée à un incinérateur situé à l'extérieur des bâtiments et fonctionnant au gaz naturel.

Les rotatives de marque MAN sont munies d'un incinérateur sécheur intégré à la rotative.

L'exploitant procède chaque année à la mesure de ses rejets de COV ; ces mesures portent sur la cheminée de l'incinérateur lié à la rotative KBA, sur la cheminée liée au sécheur incinérateur de chaque rotative MAN, et sur 9 extracteurs présents dans les ateliers d'impression.

Afin de déterminer les rejets diffus dont une rotative MAN est à l'origine au cours d'un essai, le volume autour de la rotative existante a été confiné à l'aide de bâches plastiques. Des mesures des rejets de COV à travers les extracteurs présents dans le volume confiné ont pu alors être comparées avec les mesures effectuées à travers les mêmes extracteurs mais sans la présence des bâches. De ces comparaisons il ressort que les différences sont faibles, de l'ordre de 2,5 %.

En fait le bâtiment de production était muni de 13 extracteurs qui le maintenaient en dépression en permanence ; c'est pourquoi il y a très peu de différence entre les mesures avec ou sans confinement de la rotative MAN.

Le plan de gestion des solvants prévisionnel établi par l'exploitant peut être comparé avec les résultats des plans de gestion des années précédentes :

Nature des solvants	Plan de gestion prévisionnel modifié en dernier	Plan de gestion prévisionnel du dossier de demande d'autorisation	Plan de gestion 2015	Plan de gestion 2014	Plan de gestion 2013
Consommation annuelle de solvants	443 652 kg	541 662 kg	445 814 kg	417 675 kg	457 200 kg
Rejets canalisés	17 446 kg	41 960 kg	30 185 kg	27 654kg	37 739kg
Rejets dans les déchets	5 631 kg	5 387 kg	5 433 kg	5 739kg	6 477kg
Solvants détruits dans l'incinérateur et dans les sècheurs	390 494 kg	465 692 kg	387 012kg	364 048kg	396 032kg
Emissions totales de solvants	47 527 kg	70 583 kg	53 367 kg	47 888kg	54 691kg
Emissions diffuses	30 081 kg	28 623 kg	23 182kg	20 234kg	14 952kg
Ratio émissions diffuses sur solvants consommés	6,78%	5,28%	5,20%	4,84%	3,27%

Les conditions de rejet requis par la réglementation portent sur le pourcentage de rejet diffus par rapport aux solvants consommés d'une part, et sur la concentration en équivalent carbone dans les rejets atmosphériques d'autre part.

Or le ratio des émissions diffuses sur la consommation de solvants est très largement inférieur à celui requis par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, à savoir 30 % comme dans la directive IED.

En ce qui concerne la teneur des rejets canalisés en équivalent carbone, les dernières mesures effectuées, (SOCOTEC décembre 2015), montrent que la teneur requise par la directive européenne de 20 mgC/Nm3 est obtenue en moyenne sur les rejets de l'installation.

De plus l'exploitant propose un schéma de maîtrise des émissions, (SME), calculé comme indiqué dans la directive européenne ; il en ressort que les rejets totaux de l'installation sont largement inférieures aux émissions annuelles cibles qui résultent du calcul réglementaire.

La modification de son projet par l'exploitant le conduit à fonctionner avec 3 rotatives au lieu de 5. Corrélativement, ses émissions totales prévues sont réduites de 70 583 kg à 47 527 kg.

Le rapport entre les COV émis en totalité et la consommation de solvants connaît une légère baisse, (10,7 % pour le projet contre 11,4 et 11,6 % en 2014 et 2015), qui traduit une amélioration de la captation et de la destruction des solvants.

L'ozone

L'ozone est un gaz qui, quand il se trouve dans la basse atmosphère, est un polluant atmosphérique pouvant avoir un effet sur la santé humaine ; il est suivi à ce titre par l'association de surveillance de la qualité de l'air AIR-PAYS DE LA LOIRE comme les particules, le dioxyde d'azote ou le dioxyde de soufre.

Il n'est pas émis directement; en revanche l'émission de certaines substances, dites précurseurs de l'ozone, conduit à la formation d'ozone grâce au rayonnement ultra-violet. Parmi ces précurseurs, on compte les

composés organiques volatils (COV) tels que ceux émis par IMAYE GRAPHIC d'une part, et d'autre part ceux provenant de la combustion incomplète des hydrocarbures, notamment ceux émis par les moteurs . L'exploitant a décidé de limiter sa consommation de solvants et donc ses émissions de COV aux chiffres figurant dans le tableau ci-dessus.

On compte également parmi les plus importants précurseurs de l'ozone le dioxyde d'azote ; les rejets des précurseurs de l'ozone ont essentiellement pour origine le transport routier, les installations de combustion, le secteur résidentiel et le tertiaire.

L'exploitant a produit les résultats de la surveillance de l'ozone dans l'air par AIR-PAYS DE LA LOIRE. Il y apparaît qu'entre 2005 et 2015 la teneur en ozone mesurée dans l'air à Laval, (rue Mazagran), reste stable autour de 50 µg/m³. L'activité de l'imprimerie n'apparaît pas avoir d'influence décelable sur la qualité de l'air.

Les poussières

Les poussières sont essentiellement produites par les découpes du papier par massicotage au niveau des rotatives. Les chutes de papier et les poussières occasionnées sont collectées par des réseaux pneumatiques. Ces réseaux rejoignent une installation à l'extérieur des bâtiments qui :

- récupère par gravité les rognés de papier,
- filtre l'air chargé de poussières à l'aide de manches filtrantes.

Un contrôle des rejets de poussières est effectué annuellement par la mesure des teneurs en poussières de l'air rejeté.

3.2 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Le site est alimenté en eau par le réseau public.

L'eau est essentiellement utilisée par les rotatives pour la production d'eau de mouillage et pour les rinçages.

La consommation annuelle est de 10 000 m³ et atteindra 12 000 m³ à l'issue du projet.

Les dispositifs d'alimentation en eau sont munis de compteurs et de disconnecteurs.

Les eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont collectées par un réseau interne dédié avant rejet vers le réseau communal d'eaux usées.

Les eaux pluviales

Les eaux pluviales du site rejoignent le réseau public, puis le ruisseau du Quartier. Ces eaux rejoignent ensuite la Mayenne via l'étang de Barbé et la rivière Saint Nicolas.

Les eaux pluviales avant de sortir du site, passent par un bassin étanche, muni d'une vanne de sectionnement manuelle, puis un séparateur d'hydrocarbures.

Le rôle du bassin est à la fois de réguler le rejet et de confiner une pollution accidentelle constituée notamment par les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Pour la régulation, l'exploitant présente un calcul basé sur une pluie d'une période de retour de 10 ans, et obtient un volume de 940 m³. Or le bassin a un volume de 2350 m³.

Les eaux industrielles

Les eaux industrielles sont constituées par :

- les condensats de chaudières,
- les condensats des compresseurs liés à la rotative KBA qui passent dans un déshuileur.

Elles sont rejetées dans le réseau public qui aboutit à la station de traitement des eaux de la ville de Laval.

L'exploitant propose d'analyser semestriellement les paramètres généraux, (DCO, MEST, HCT, pH), et annuellement des paramètres spécifiques, à savoir DBO5, Ng, Ptotal, Cd, Cr, Cu, Sn, Fe+Al, Ni, Pb, Zn.

3.3 Les déchets

Sont collectés dans une cuve en PEHD de 25 m³ et évacués comme déchets, les liquides suivants :

- les condensats des compresseurs liés aux rotatives MAN,
- les eaux de rinçages du laboratoire de développement et les bains de développement ,
- les solutions de mouillage usées des rotatives
- les solvants de nettoyage usés des rotatives et les égouttures,

- les eaux de nettoyage des sols des ateliers.

Ces liquides passent dans un séparateur d'hydrocarbures avant le stockage dans la cuve en PEHD. Ils sont ensuite dirigés vers des centres de traitement des déchets industriels dangereux.

Les autres déchets industriels dangereux sont notamment des encres, des huiles, des vernis ou des boues de séparateurs d'hydrocarbures.

Par ailleurs, les déchets non dangereux sont pour l'essentiel constitués par du papier (7000 t/an prévues), et du carton (500 t/an prévues).

Le site a produit 7100 tonnes de déchets en 2015 et devrait en produire 8500 t au terme du projet. Les déchets industriels dangereux représentent environ 7 % de la totalité des déchets éliminés par l'exploitant.

3.4 Le bruit

Une campagne de mesures de bruit a été réalisée en 2013. La zone à émergence réglementée étudiée est constituée par la maison la plus proche (à environ 100 m du site), située dans un petit groupe de maison au sein de la zone industrielle.

Il ressort des mesures effectuées que le bruit de l'usine d'IMAYE GRAPHIC est peu perceptible au niveau des habitations les plus proches à cause du fonctionnement global de la zone industrielle.

L'installation de la nouvelle rotative MAN s'accompagnera de la mise en place d'un nouveau groupe froid et d'un réfrigérant à sec qui remplaceront les tours aéroréfrigérantes. Le retrait de l'ancien matériel devrait compenser l'arrivée du nouveau.

Pour le reste la nouvelle rotative utilisera des équipements déjà en place comme les compresseurs.

Enfin les rotatives sont intégralement cloisonnées dans un souci de protection des travailleurs.

Il n'est donc pas prévu d'augmentation des émissions acoustiques suite à l'installation de la nouvelle rotative.

3.5 Prévention de la pollution des sols

Un rapport de base a été réalisé par l'exploitant.

Il définit l'état des sols au moment de l'actuelle demande d'autorisation. Ce rapport servira de référence lors de la cessation d'activité et permettra de définir, en cas de pollution significative, les conditions de remise en état.

Selon ce rapport, l'activité d'impression a commencé en 1942. La société Imaye Graphic a été créée en 1983.

8 sondages de sol descendus à 2 m de profondeur ont été réalisés à proximité des sources potentielles de pollution. Les anomalies identifiées dans les sols sont les suivantes :

- teneur significative en hydrocarbures C9-C10 sur le sondage S6, mais absence de migration en profondeur ;
- teneur significative en hydrocarbures C21-C40 sur le sondage S4, mais absence de migration en profondeur ;
- anomalies en hydrocarbures volatils et semi-volatils sur S1, S2 et S5 ;
- traces de HAP sur S7.

L'auteur du rapport fait les recommandations suivantes :

- réalisation d'une Evaluation Quantitative des Risques Sanitaires afin de vérifier la compatibilité des sols avec l'usage actuel, (c'est à dire protection de la santé des travailleurs) ;
- diagnostic complémentaire pour déterminer l'extension latérale des impacts constatés sur S6 et S4.

Par ailleurs, les sols sont actuellement en béton avec revêtement d'étanchéité.

3.6 Prévention des nuisances

Les transports : l'exploitant estime la circulation générée par son site à 55 poids lourds et 100 véhicules légers par jour à l'issue du projet, contre 50 poids lourds et 100 véhicules légers à l'heure actuelle. Cette augmentation du trafic en zone industrielle n'est pas notable.

Par ailleurs l'usine est à 500 m de la voie de contournement de Laval et les camions ne desservent le site qu'en période de jour.

Impact paysager et pollution lumineuse : l'usine est située au milieu d'une zone industrielle et est peu visible. L'impact visuel n'est pas significatif.

Consommation énergétique : La consommation énergétique du site est stable et ne devrait augmenter que de l'ordre de 5 % pour l'électricité et 10 % pour le gaz naturel.
L'une des rotatives MAN est munie d'un système de récupération de chaleur au niveau du sécheur-incinérateur, et l'incinérateur associé aux rotatives KBA est dispose d'un système de récupération de chaleur pour le chauffage des locaux.

3.7 Évaluation des risques sanitaires

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations est réalisée de manière qualitative sur la base des émissions calculées dans le plan de gestion des solvants.

L'exploitant n'utilise pas de composés organiques volatils ou d'autres substances possédant une valeur toxicologique de référence. L'exploitant a donc été amené à assimiler les composés organiques volatils à des hydrocarbures aromatiques en C9-H12, et à prendre en compte la valeur moyenne d'exposition (VME) qui a été assimilée à une concentration admissible dans l'air.

Il a ensuite comparé cette concentration de référence avec la concentration dans l'air générée par l'activité de l'usine au niveau des habitations les plus proches.

Il en ressort que la concentration générée par l'usine au niveau des plus proches habitations est négligeable devant la concentration admissible dans l'air respiré.

L'exploitant conclut que « la population riveraine n'est donc pas exposée à un risque chronique ou aigu du fait de l'activité de l'entreprise. »

3.8 La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Le dossier de demande d'autorisation contient une notice portant sur la conformité des installations avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

En ce qui concerne l'aération des locaux, la notice précise que les locaux sont largement ventilés grâce notamment aux extracteurs nécessaires pour l'aspiration des rognés de papier ; l'atmosphère de travail est donc contrôlée au niveau de la température, de l'empoussièrement ou de la teneur en composés organiques volatils.

En ce qui concerne le bruit, des contrôles internes du niveau sonore dans les ateliers permet de le maintenir à un niveau compatible avec la réglementation.

3.9 Les conditions de remise en état

En cas de cessation d'activité, l'exploitant s'engage sur les points suivants :

- l'évacuation et l'élimination des produits et déchets polluants ;
- la vidange et le nettoyage des réservoirs ;
- l'interdiction d'accès du site ;
- la suppression du risque d'incendie par l'élimination des produits combustibles ou inflammables ;
- la surveillance des effets du site sur son environnement ;
- le démantèlement des installations et la réaffectation éventuelle des bâtiments ;
- le diagnostic sites et sols pollués.

3.10 Les garanties financières

L'activité d'impression offset n'est pas soumise à l'obligation de constituer des garanties financières.

4. Les meilleures techniques disponibles (MTD)

4.1 Application de la directive IED

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3670 pour ses opérations d'impression. A ce titre il relève également de la directive 2010/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

Or, cette directive prévoit que les activités d'impression doivent tendre vers le respect des meilleures techniques disponibles qui sont répertoriées à l'intérieur d'un document intitulé « BREF traitement de surface utilisant des solvants organiques ou STS ». Ce BREF expose les meilleures techniques disponibles (MTD) génériques et d'autres spécifiques à l'impression.

4.2 Les MTD génériques

En ce qui concerne le management environnemental :

- Le système de management environnemental (SME) : l'établissement est ISO 14001 et, à ce titre, met en œuvre un SME comme recommandé par le BREF ;

En ce qui concerne les solvants :

- Les solvants CMR : les solvants cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques ne sont plus utilisés sur ce site ;
- Réduction à la source : l'exploitant utilise des encres et des vernis ayant une teneur en solvants très faible, moins de 1 % à température ambiante ;
- Réduction à la source : une partie des solvants de nettoyage ne contient pas de COV et, des produits de nettoyage avec des teneurs en solvants réduites ont été choisis ;

La récupération des rognures de papier pour recyclage, est également une MTD.

4.3 Les MTD spécifiques

En ce qui concerne les COV (composés organiques volatils) dans les solutions de mouillage et le nettoyage, les MTD mises en œuvre par l'exploitant sont les suivantes :

- L'alcool isopropylique : l'exploitant n'utilise plus ce produit pour préparer ses solutions de mouillage ; (cependant cet alcool peut être présent à l'intérieur de produits utilisés par l'exploitant dans des teneurs de 1 à 5 %) ;
- Nettoyage : système de nettoyage automatique des cylindres d'impression et de blanchet ;
- Refroidissement : refroidissement à 12°C de la solution de mouillage et des rouleaux ;

En ce qui concerne les rejets dans l'air :

- les gaz résiduels : la rotative KBA est reliée à un incinérateur externe et les deux rotatives MAN disposent d'un système d'incinération interne à la machine ;
- l'incinérateur interne pour l'une des rotatives MAN dispose d'un système de récupération de la chaleur produite.

Ces 2 mesures sont des MTD.

Les performances environnementales et économiques citées par le BREF prévoient que, pour les nouvelles presses, les émissions de COV en masse sont comprises entre 2,5 % et 10 % de la consommation d'encre ; pour les presses existantes, ces émissions sont comprises entre 5 à 15 %.

Or, le projet de prescriptions prévoit une émission maximale de 47 550 kg de COV par an ; cela représente 4,3 % des quantités d'encre consommées.

L'exploitant a recours à un plan de réduction de ses émissions de COV, (ou un schéma de maîtrise de ses émissions de COV) ; cela le dispense de respecter des valeurs limites sur les extracteurs des ateliers d'impression ; (il n'est pas techniquement possible de traiter l'air qui sort du bâtiment par les extracteurs situés sur la toiture).

En revanche, la surveillance des installations d'impression repose sur l'analyse des gaz en sortie des cheminées des incinérateurs internes et externe qui captent la plus grande partie des COV émis par les rotatives. (88%)

Un plan de gestion des solvants conforme à l'annexe 7 de la directive relative aux émissions industrielles du 24 novembre 2010, permet de calculer les rejets diffus. (Le plan de gestion est une MTD)

De plus, la campagne annuelle de mesure des rejets atmosphériques de l'atelier d'impression porte sur les cheminées des incinérateurs et sur les extracteurs de l'atelier (9 extracteurs dont la liste est annexée au projet d'arrêté ci-joint).

4.4 Conclusions

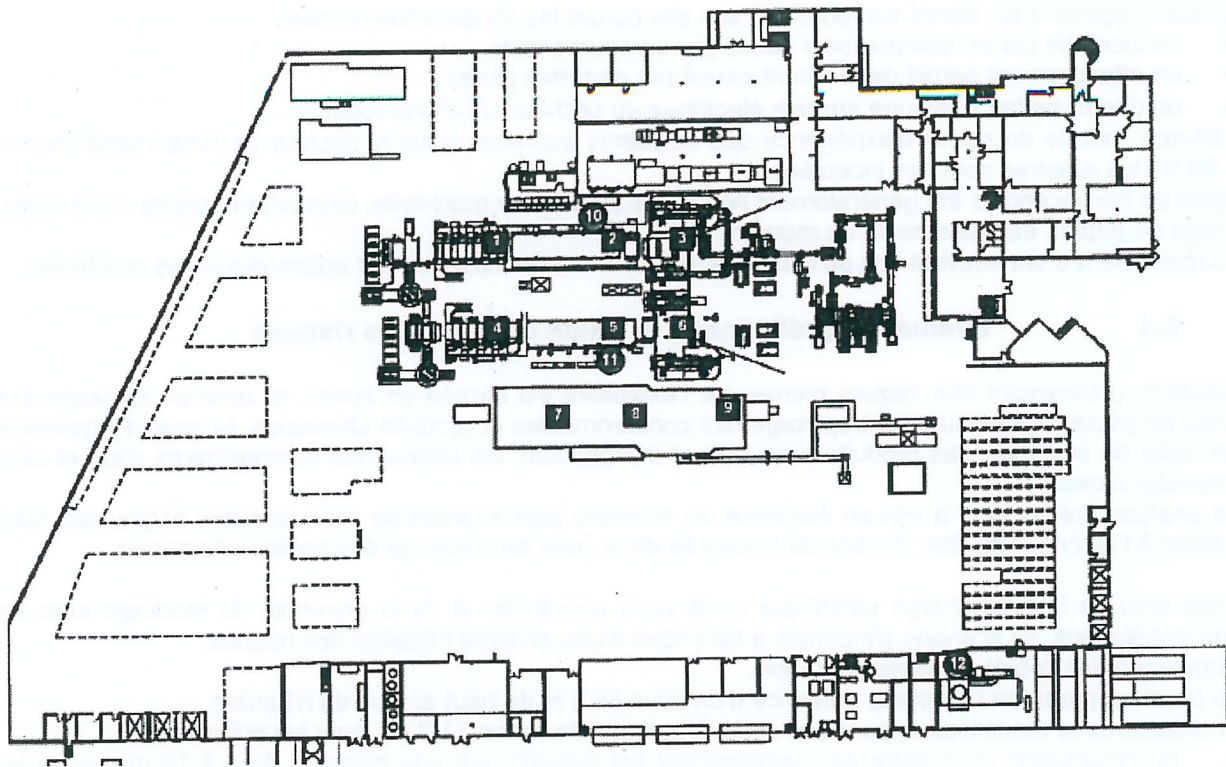
L'exploitant a un mode d'exploitation de ses installations compatible avec les meilleures techniques disponibles mentionnées dans le BREF STS pour la partie « imprimeries ».

5. Prévention des risques accidentels

5.1 Description des installations et caractérisation de l'environnement

Les principales installations à l'origine de risques accidentels sont les stocks de papier dans la zone de stockage des bobines et dans la zone d'expédition en raison du risque incendie et du risque de pollution du milieu naturel par les eaux d'extinction.

Mise à jour de la localisation des points de rejets atmosphériques



5.2 Identification, caractérisation et réduction des potentiels de dangers

L'identification des potentiels de dangers est basée sur l'accidentologie, la dangerosité des produits, les quantités présentes et les conditions d'exploitation.

Les potentiels de dangers liés aux produits, identifiés par l'exploitant, sont le papier, soit stocké en bobines, soit dans la zone d'expédition, soit présent sur le site à l'état de poussières, (poussières de massicotage par exemple).

Il mentionne également les magasins où sont entreposés les produits chimiques et les consommables et la zone de stockage des déchets dangereux.

Les potentiels de dangers liés aux équipements concernent les rotatives, (bourrage de papier, problèmes de brûleur, point chaud, rupture d'alimentation depuis la piscine de mouillage...).

L'exploitant mentionne également les installations de compression d'air, la chaufferie, les groupes froids, le compactage des rognés de papier, le réseau d'aspiration des chutes de papier et le local d'impression des plaques.

L'exploitant a étudié la réduction de ces potentiels dans l'étude de dangers, ce qui a permis d'identifier les mesures suivantes :

- la réduction de la teneur en solvants des encres utilisés ;

- l'exploitant n'utilise plus l'alcool isopropylique dans ses solutions de mouillage ;
- la consommation de solvants de nettoyage est le plus possible réduite ;
- la présence d'un bassin de confinement.

Les phénomènes dangereux associés aux potentiels de dangers du site et les effets associés, sont donc les suivants :

- l'incendie des stockages conduisant à des effets thermiques
- la pollution accidentelle du milieu naturel susceptible de se produire en cas d'incendie ou de déversement accidentel d'un produit liquide.

5.3 Accidentologie interne et externe au site

L'exploitant signale 3 accidents survenus sur son site durant les 10 dernières années :

- un incendie sur un compresseur causé par un court-circuit
- un effondrement partiel de la toiture causé par de fortes pluies
- un départ de feu dans une armoire électrique du sécheur UV d'une rotative.

Par ailleurs, l'étude du retour d'expérience des accidents survenus dans le secteur de l'imprimerie montre que 80 % des sinistres sont des incendies.

L'origine de ces incendies est généralement liée à une défaillance matérielle, (échauffements de roulements, bourrage de papier, échauffements de moteurs...).

Les départs de feu ont souvent lieu en l'absence d'opérateur, (fonctionnement automatique des machines).

5.4 Évaluation préliminaire et étude détaillée des risques

L'évaluation préliminaire des risques menée par l'exploitant est divisée en zones, la zone de stockage des bobines de papier, les locaux d'entreposage des consommables et produits chimiques, la zone d'impression offset, celle de stockage des produits semi-finis et d'expédition, les locaux des compresseurs d'air, et ceux des transformateurs.

Cette analyse préliminaire a mis en évidence un scénario jugé improbable mais possible et pouvant avoir des effets à l'extérieur du site ; il s'agit de l'incendie de la zone de stockage des bobines de papier.

Compte tenu de la forte charge calorifique de la zone concernée et de la proximité du stockage avec les autres installations, ce scénario d'incendie a fait l'objet d'une analyse détaillée des risques.

Il a également fait l'objet d'une modélisation.

Cette dernière prend en compte la présence d'un talus de 5 m de haut au sud du bâtiment.

Les résultats de la modélisation pour des effets à hauteur d'homme, (1,7 m), sont les suivants :

- la propagation du sinistre par rayonnement est possible sur une distance de 4 à 10 m suivant les directions (seuil des 8 kW/m²) ;
- le seuil des premiers effets létaux (5 kW/m²) est atteint sur une distance de 5 à 17 m suivant les directions comptées à partir des bords des stockages ; la zone d'effet ne sort pas des limites du site ;
- le seuil des effets irréversibles sur l'homme, (3 kW/m²), est atteint sur une distance de 7 à 30 m suivant les directions ; la zone d'effet ne sort pas des limites du site.

Afin de tenir compte du talus de 5 m la modélisation a également pris en compte les effets à une hauteur de 6,7 m. Pour les surfaces situées derrière le talus, le seuil des effets irréversibles (3 kW/m²), est atteint sur une zone qui sort des limites de propriété sur une profondeur qui peut atteindre 3 m et sur une longueur de 50 m environ.

5.5 Caractérisation des différents phénomènes et accidents, tenant compte des mesures de prévention et de protection

L'exploitant a étudié le phénomène dangereux retenu, son intensité, sa probabilité, sa cinétique et sa gravité au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

L'exploitant a par ailleurs analysé les effets dominos possibles (effets entre les installations du bâtiment) : selon le rapport sur une modélisation de l'incendie par le logiciel flumilog, une distance entre 5 et 10 m est nécessaire entre les bobines de papier et les installations de production, pour éviter un effet domino.

La modélisation montre que les effets irréversibles sur l'homme, (3 kW/m²), peuvent seuls sortir du site derrière le talus qui longe un côté du bâtiment de production sur une petite surface.

Cette surface est recouverte d'espaces verts en sommet de talus.

En conséquence, il y a lieu de considérer que l'incendie étudié n'aurait pas d'effets significatifs à l'extérieur du site.

En revanche le bâtiment de production serait gravement endommagé.

5.6 Principales mesures de maîtrise des risques et moyens d'intervention

Les principales mesures de maîtrise des risques identifiées par l'étude de dangers sont les suivantes :
en matière de protection,

- détection automatique d'incendie avec report d'alarme
- moyens d'extinction internes, (196 extincteurs, 7 RIA)
- murs coupe-feu vis à vis des locaux techniques
- désenfumage (38)
- bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie
- 2 poteaux incendie
- équipe de première intervention

en matière de prévention,

- le nettoyage régulier, (poussières de papier...)
- le permis de feu
- îlots de stockage séparés par des allées de 5 m de large
- protection foudre
- entretien et contrôle du matériel électrique (y/c thermographie), et des engins de manutention
- exercices incendie périodiques

L'exploitant a dimensionné ses besoins en eaux dans son étude de dangers en appliquant l'ancienne règle D9, aboutissant à un besoin en eau de 2000 m³ pour deux heures d'intervention.

Pour disposer de cette ressource en eau, l'exploitant prévoit les moyens suivants :

- 312 m³/h au moyen de 2 poteaux incendie situés à l'intérieur du site
- 123 m³/h au moyen d'un poteau incendie situé à environ 100 m de l'entrée du site
- 1 réserve incendie de 882 m³ située sur un site voisin en face du site (50 m)
- 1 réserve incendie de 378 m³ située sur un site voisin en face du site (50 m)

En cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été définis à partir de la règle D9A aboutissant à un volume de rétention de 2350 m³.

Pour disposer de cette capacité de rétention, l'exploitant a mis en place un bassin de rétention de 2350 m³.

* * *

6. Avis de l'autorité environnementale

Selon l'autorité environnementale, les enjeux dominants attachés au projet sont, en matière de risques chroniques, les rejets atmosphériques de composés organiques volatils, et en matière de risques accidentels, l'incendie des stocks de papier.

Selon elle, l'étude d'impact permet d'appréhender les effets et les conséquences du projet sur l'ensemble des composantes environnementales et l'étude des dangers permet d'avoir connaissance des accidents pouvant survenir sur le site et de leurs effets.

Les deux études sont proportionnées aux enjeux et les mesures envisagées par le demandeur soit pour supprimer, limiter ou compenser les inconvénients du projet, soit pour prévenir ou lutter contre un éventuel sinistre sont adaptés à ces enjeux.

7. Consultations et enquête publique

7.1 Les avis des services

L'agence régionale de santé

L'agence considère le dossier de demande suffisamment adapté aux enjeux sanitaires.

Elle fait part des observations suivantes.

- La modélisation par SCREEN 3 de la dispersion à partir d'un seul flux aérien dont l'origine est assimilée à un seul point de rejet paraît suffisante, compte tenu des faibles concentrations mesurées et du faible potentiel de danger des substances en jeu.
- Une comparaison des valeurs de concentration modélisées avec celles rencontrées dans différents milieux aurait été plus pertinente que le calcul d'un indice de risque à partir d'une valeur moyenne d'exposition ; en effet les principales molécules sélectionnées ne disposent pas d'une valeur toxicologique de référence.
- L'organisme qui a effectué l'étude des sols recommande de rechercher par de nouveaux sondages l'extension latérale éventuelle des contaminations par des hydrocarbures autour des forages S4 et S6.
- A 100 m de l'imprimerie, l'influence en matière de bruit d'IMAYE GRAPHIC n'est plus perceptible de jour comme de nuit ; or la première zone à émergence réglementée se situe à environ à 100 m.

La Direction départementale des Territoires

Cette direction a émis un avis favorable accompagné des observations suivantes.

- Pour les aspects eaux pluviales et assainissement, le service eau et biodiversité note que le sujet est convenablement traité et que le bassin de confinement d'une éventuelle pollution et de régulation est surdimensionné.
- Pour les aspects planification, le projet reste compatible avec le PLU de Laval malgré sa récente révision.
- Cette direction ne juge pas opportun d'envisager la mise en place d'une maîtrise de l'urbanisation ; en effet le dépassement en dehors de l'établissement de la zone des flux thermiques de 3 kW/m² est très faible. (3 m d'espace vert).

Le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)

Ce service a émis un avis favorable. En outre, il fait les observations suivantes :

- La possibilité de réduire la plus grande surface non recoupée par un mur coupe-feu de degré 2 heures doit être étudiée.
- Le stockage de marchandises ou matériaux sur le périmètre du bâtiment doit être interdit afin de laisser libre l'accès des secours.
- Les accès des engins de lutte contre l'incendie aux postes d'aspiration des réserves incendie et des poteaux d'incendie internes doivent être maintenus libres en permanence.

Le département de la Mayenne

Sa direction du développement durable et de la mobilité a émis un avis favorable du point de vue des infrastructures routières.

La Direction Régionale des Affaires Culturelles des Pays de la Loire

L'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Mayenne a fait savoir qu'elle n'avait pas d'observation à formuler sur le projet.

Le Service Régional de l'Archéologie informe qu'aucune prescription ne sera émise sur le projet.

L'institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

Le Délégué Territorial informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur le projet.

7.2 Les avis des conseils municipaux

Commune de Laval : avis favorable

Commune de Bonchamp Les Laval : avis favorable sous réserve de prise en compte du risque de perte de produits solvants.

Commune de Louverné : avis favorable

Commune de Changé : le Conseil Municipal a décidé de n'émettre aucune observation

7.3 L'enquête publique

L'enquête s'est déroulée du lundi 3 avril 2017 au vendredi 5 mai 2017 aux heures habituelles d'ouverture au public de la mairie de Laval.

Le commissaire enquêteur a noté qu'il n'y a pas eu de visite, qu'il n'y a pas eu d'observation ni de note, et qu'il n'a pas reçu de courrier ou de courriel.

7.4 Rapport du commissaire enquêteur

Avis du commissaire enquêteur sur les observations formulées par les personnes publiques associées et l'autorité environnementale.

Dans le mémoire en réponse qu'il a adressé au commissaire enquêteur, l'exploitant a fait valoir qu'il disposait d'un système de management de l'environnement certifié ISO 14001, et que dans ce cadre, des moyens de maîtrise des incidents pouvant toucher le milieu aquatique ou les sols avaient été mis en place, (procédure, matériaux absorbants, formation, tests, bassin de confinement) ; les sols sont protégés par le revêtement du plancher des ateliers avec une résine époxy.

Le commissaire enquêteur pense que ces moyens permettent à la société IMAYE de protéger l'environnement et les sols de toute dégradation.

En ce qui concerne les nuisances sonores dont l'établissement pourrait être à l'origine, le commissaire enquêteur note que les derniers contrôles des émissions sonores montrent des résultats conformes à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Il remarque également que malgré la présence de quelques habitations dans la zone industrielle, aucune réclamation n'a été formulée.

Le commissaire enquêteur a considéré que l'anomalie relative à la présence d'hydrocarbures dans les sols sur l'un des points d'analyse était ponctuel et qu'une autre anomalie n'était pas significative. En effet l'exploitant dans le mémoire en réponse avait déclaré que ces anomalies ne se retrouvaient pas en profondeur ni latéralement et qu'elles étaient probablement liées à une mauvaise qualité du remblai ; il a ajouté qu'une dalle béton séparait le sol du personnel employé et que dans ces conditions ce personnel ne courait aucun risque sanitaire. Par ailleurs, selon lui, le maillage des sondages de sol effectués est suffisamment serré pour écarter le scénario d'une pollution importante sous l'usine.

Le commissaire enquêteur conclut qu'il n'y a pas de risque d'une atteinte du milieu extérieur, mais que la présence de ces anomalies doit être gardée en mémoire ; il ne formule pas de réserve mais une recommandation.

Avis du commissaire enquêteur sur la réponse de l'exploitant aux observations du commissaire enquêteur.

Le comportement citoyen de l'entreprise

La société est certifiée ou labellisée ISO 9001 (management de la qualité), ISO 14001 (management de l'environnement), Label Imprim Luxe (maîtrise de la fabrication de produits imprimés d'exception), Label Imprim Vert (maîtrise et contrôle des déchets et produits dangereux), certification forêts PEFC (gestion durable des forêts), certification FSC (gestion durable des forêts et cycle de vie du papier), Label Ecovadis (déploiement et évaluation de la responsabilité sociétale de l'entreprise d'après ISO 26000).

Le commissaire enquêteur a estimé que, comme l'entreprise satisfait à de nombreuses certifications et labellisations, et qu'elle est soumise à ce titre à de nombreux audits par des organismes tiers, la société IMAYE GRAPHIC avait « le souci d'une entreprise citoyenne » ; il souligne que l'enquête publique n'a pas démenti cette image qu'il s'agisse des relations sociales au sein de l'entreprise ou des relations avec les riverains.

L'impact sur la santé des riverains et des salariés des produits utilisés dans l'usine

L'exploitant a déclaré être en veille permanente à propos de l'évolution des connaissances sur les produits chimiques utilisés ; il a mis en place une procédure d'évaluation de ces produits en amont de leur utilisation ; en outre une veille quant à l'évolution de la classification des produits dans le règlement REACH au regard de leurs propriétés est assurée. (substances très préoccupantes, bioaccumulables, cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques...).

Le commissaire enquêteur reconnaît les précautions prises par l'exploitant dans le choix des produits qu'il utilise dans son établissement.

7.5 Conclusion et avis motivé du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande présentée par la société IMAYE GRAPHIC .

Il a émis une recommandation.

Il recommande que les endroits où des traces d'hydrocarbures ont été détectées soient conservés en mémoire dans les documents de vie du site. Il précise que cette pollution potentielle n'est pas suffisamment

importante pour faire l'objet de recherches complémentaires et que ce point n'est pas « de nature à faire l'objet d'une réserve conditionnant l'autorisation du projet ».

8. Analyse de l'inspection des installations classées

8.1 En ce qui concerne les observations émises lors des consultations

La présence d'anomalies dans la teneur en hydrocarbures des sols ont été rappelées par l'agence régionale de santé. Le projet de prescriptions ci-joint prévoit des sondages supplémentaires afin de rechercher les éventuelles extensions des anomalies détectées. (article 4.6)

Le Service départemental d'incendie et de secours a fait plusieurs recommandations sur l'accès des secours, l'accès aux réserves d'eau incendie et la réduction de la plus grande surface non recoupée. Le projet de prescriptions ci-joint prévoit le maintien d'une voie d'accès aux engins de secours tout autour du bâtiment. (article 7.2)

Parallèlement, il prévoit un accès libre aux réserves d'eau incendie situées sur le site de la société IMAYE GRAPHIC feuilles. (article 7.5.3)

Le mur coupe-feu 2 heures, compte-tenu des difficultés de réalisation, a été remplacé par un espace libre de 8 m. Ce chiffre ressort du rapport de modélisation par FLUMILOG des effets thermiques entraînant des effets dominos. (article 7.2.5)

Des avis des conseils municipaux, il ressort une préoccupation relative à la possibilité d'une pollution découlant d'une perte de produits solvants.

Les installations sont conçues pour éviter que des produits liquides tels que les solvants puissent entrer en contact avec le sol naturel ; il s'agit de la dalle béton qui recouvre le sol du bâtiment et l'usage d'une résine pour étanchéifier cette dalle et la présence de rétentions sous les stockages de liquides. (articles 4.6, 7.4.2, 7.4.3 et 7.4.5 ...)

8.2 Avis de l'inspection des installations classées

L'exploitation de l'établissement est compatible avec la partie « impression » du BREF STS et de nombreuses « meilleures techniques disponibles » mentionnées dans ce BREF sont appliquées par l'exploitant.

Par ailleurs, l'établissement est ISO 14001 ; or, la directive IED recommande une certification comme l'ISO 14001 pour les établissements qui relèvent de son champ d'application.

En ce qui concerne les émissions de COV et l'usage de solvants organiques, l'exploitant a procédé à la mise sous cocon de la MAN afin de pouvoir mesurer les émissions diffuses qui émaneraient de cette nouvelle machine. Cette opération ajoute de la crédibilité au plan de gestion de solvants tenus par l'exploitant afin de lui permettre de calculer chaque année la totalité de ses émissions.

Le choix de l'exploitant de remplacer plusieurs rotatives par des rotatives de type MAN, plus performantes au niveau de la captation et de la destruction des COV, conduit l'installation à rejeter moins de solvants à consommation de solvants constantes.

En matière de prévention du risque incendie, l'exploitant a montré à travers la modélisation de l'accident majeur, l'incendie du stock de bobines de papier, que cet incendie n'aurait pas d'effet significatifs à l'extérieur de l'établissement.

En outre il a déployé des mesures de prévention de nature à diminuer la probabilité d'occurrence d'un accident telles que la détection incendie avec report d'alarme, le permis de feu ou le contrôle des installations électriques.

En matière de lutte contre l'incendie, les équipements prévus par l'exploitant, réserve d'eau incendie, bassin de confinement, RIA, extincteurs, etc. permettent de diminuer les effets d'un incendie éventuel.



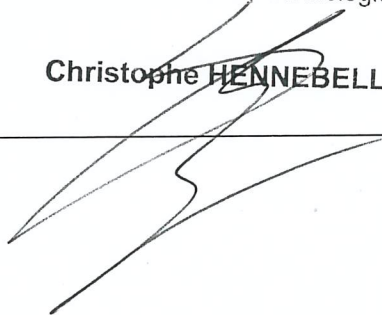
9. Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées

L'enquête publique n'a pas fait apparaître d'observation particulière.

Les services consultés, l'ARS, le SDIS, la DDT, le département ont émis un avis favorable, et ont formulé des observations.

Le projet de prescriptions ci-joint s'est attaché à prendre en compte toutes ces observations dans les dispositions qu'il contient.
Ce projet permet une amélioration sensible des conditions de fonctionnement de l'établissement.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société IMAYE GRAPHIC, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes et propose au préfet de la Mayenne de soumettre ce dossier à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

REDACTION L'inspecteur de l'environnement  Bruno BLANGERO	VERIFICATION L'inspecteur de l'environnement  Valentin BLONDEL
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation</p> <p>L'Adjoint à la Chef du Service Risques Naturels et Technologiques</p> <p> Christophe HENNEBELLE</p>	

